

BANQUE CENTRALE DU CONGO



NOTE DE CONJONCTURE DU MOIS DE JUILLET 2015

AOUT 2015

Banque Centrale du Congo

Adresse : 563, Boulevard Colonel Tshatshi
Kinshasa-Gombe
République Démocratique du Congo

Adresse postale : 2697 Kinshasa 1

Téléphone : (243)815556966
(243)818108009
(243)815084402

Site Web: <http://www.bcc.cd>

La Note de conjoncture est élaborée par la Direction des Analyses Economiques sous la supervision de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires.

Tous droits réservés. Les reproductions à usage pédagogique et non commercial sont autorisées sous réserve de citer la source.

La Note de conjoncture mensuelle est publiée au plus tard le dernier jour du mois suivant celui sous revue.

I. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1 Aperçu de l'économie mondiale

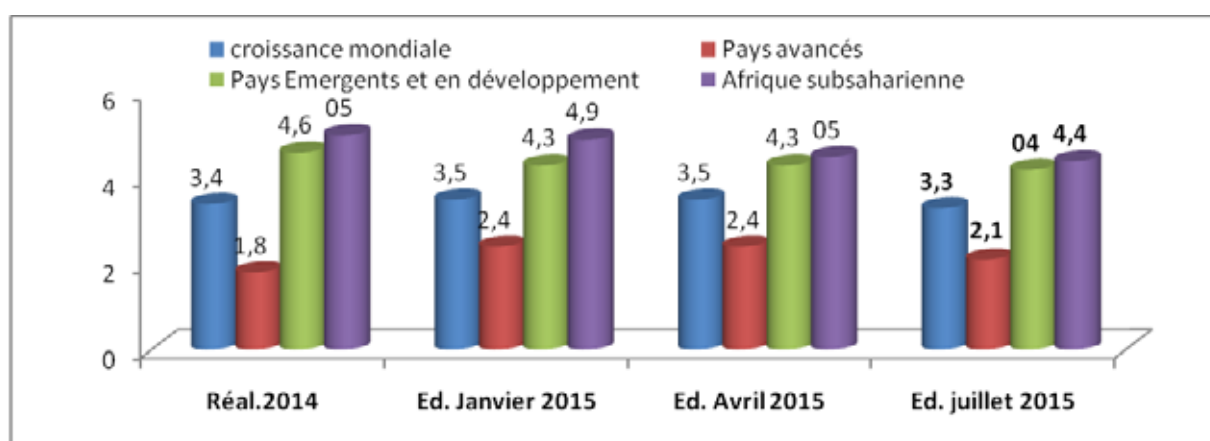
Les développements économiques du mois de juillet courant ont été marqués par la publication des perspectives de l'économie mondiale du FMI qui font état d'une baisse de la croissance mondiale à 3,3 % en 2015 venant de 3,4 % en 2014. Cette croissance reste soutenue par les économies avancées qui connaissent une accélération de l'activité économique à la suite des conditions monétaires plus aisées, couplées à la détente observée au niveau de la politique budgétaire. Cependant, les économies émergentes et en développement font l'objet d'un ralentissement économique provoqué notamment par le cours du pétrole toujours bas et les contraintes structurelles.

Toutefois, cette croissance demeure exposée à certains risques à court terme parmi lesquels il convient d'épingler (i) les variations des prix d'actifs, (ii) la volatilité accrue sur les marchés financiers, (iii) la faible croissance à moyen terme, (iv) le retour plus lent au plein emploi et (v) le ralentissement plus marqué de la Chine.

Dans les économies avancées, la croissance devrait progresser de 0,3 point en 2015 pour s'établir à 2,1 %, portée principalement par l'accélération de l'activité de l'économie américaine au second trimestre et le redressement de l'activité dans la Zone euro.

S'agissant des économies émergentes et en développement, la croissance économique devrait se situer en deçà de celle observée en 2014, soit un fléchissement de 0,4 point en raison : (i) de la baisse des prix de produits de base, (ii) du durcissement des conditions de financement extérieur, (iii) du rééquilibrage de l'économie chinoise et (iv) des goulets d'étranglement structurels. En 2015, le taux de croissance devrait s'établir à 4,2 %.

Graphique 1 : Evolution de l'activité économique mondiale



Source : FMI_PEM juillet 2015

Dans ce contexte, le FMI recommande de rehausser la production effective et potentielle et opérer des réformes structurelles. Pour ce qui est des économies avancées, outre les mesures de politique monétaire accommodantes mises en œuvre par les banques centrales, les Gouvernements devraient accroître les

investissements dans les infrastructures et opérer des réformes structurelles, notamment celle liée au marché du travail.

S'agissant des économies émergentes et en développement, la politique budgétaire pourrait être un outil pour accélérer la demande et la croissance à plus long terme, grâce à des réformes fiscales et à une réorientation des dépenses.

1.2 Evolution de l'activité dans les principaux pays et Zones économiques

1.2.1. Pool Europe

Dans la Zone euro, les perspectives économiques révèlent un redressement de l'activité économique sur fond de la baisse du prix du pétrole, de l'assouplissement monétaire et du fléchissement de l'euro. La croissance devrait progresser à 1,5 % en 2015. S'agissant de l'inflation, elle s'est établie à 0,2 % en juillet, niveau comparable à celui observé le mois précédent en raison principalement de la baisse de la composante énergie.

1.2.2. Pool Amérique

Aux Etats-Unis, l'activité économique s'est accélérée au second trimestre par rapport au trimestre précédent affichant un taux de croissance de 2,3 % en rythme annuel contre 0,6 % au trimestre précédent. Ce résultat tient à l'accélération des dépenses de consommation qui ont progressé de 2,9 % au second trimestre contre 1,8 %, suite à l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages, sur fond de la baisse du prix de l'essence.

Pour ce qui est de la politique monétaire de la Fed, elle s'est inscrite dans une logique de maintien du dispositif actuel en dépit d'un environnement économique favorable attesté par une croissance modérée et un marché d'emploi solide. Aussi longtemps que les fondamentaux ne seront pas durablement stabilisés, tout porte à croire qu'aucune modification de la politique monétaire ne sera envisagée à court terme. Néanmoins, les investisseurs des économies émergentes, particulièrement, demeurent alertes et n'hésitent pas à se lancer dans de mouvements de flux de capitaux à destination des Etats-Unis dans la perspective du relèvement futur des taux d'intérêt.

1.2.3 Pays d'Asie et pays émergents

- **En Chine**

Les statistiques publiées par le Gouvernement renseignent une croissance économique de 7,0 % en rythme annuel au second trimestre 2015. Cependant, selon les analystes, la progression de la croissance économique devrait être inférieure à 6 % au regard de l'évolution des indicateurs permettant d'estimer le taux de croissance réel. A titre illustratif, les importations ont connu un recul au cours des trois derniers mois de 16,2 %, 18,1 % et 6,7 % respectivement en avril, mai et juin 2015.

De même, la production de l'électricité ainsi que les frets maritime et ferroviaire, qui constituent de bons indicateurs du niveau réel de production, ont évolué dans la même tendance au cours de cette période.

Ainsi, il se dégage que les mesures prises par le Gouvernement semblent montrer leurs limites. Une action supplémentaire de politique monétaire et de change devrait être déterminante pour booster la croissance.

1.2.4. Pool Afrique

La baisse notamment des prix du pétrole et du cuivre couplée aux contraintes structurelles détériorent les perspectives de croissance des pays d'Afrique subsaharienne exportateurs des matières premières, en même temps que les recettes publiques. Pour parer à cette difficulté et préserver la stabilité macroéconomique, plusieurs pays s'emploient à prendre de mesures de politiques macroéconomiques allant jusqu'au contrôle des changes. C'est le cas notamment de l'Angola et du Nigéria qui ont pris une série de mesures restreignant la sortie de devises dans le pays dont l'objectif serait notamment de renforcer la couverture à la monnaie nationale pour parer à des chocs extérieurs.

Globalement, il sied de reconnaître que la croissance de l'Afrique, quoi qu'en baisse par rapport à son niveau de 2014, demeure relativement robuste autour de 4,4 % selon le FMI. Ce qui fait d'Elle un continent d'avenir qui recèle des perspectives encourageantes pour des investissements éventuels.

1.3. Marchés des produits de base

A fin juillet 2015, les cours de produits de base intéressant l'économie congolaise ont connu une évolution divergente. En effet, les cours des produits énergétiques et miniers se sont inscrits à la baisse tandis que ceux des produits agricoles ont enregistré une hausse.

Tableau 1 : Produits miniers et énergétiques

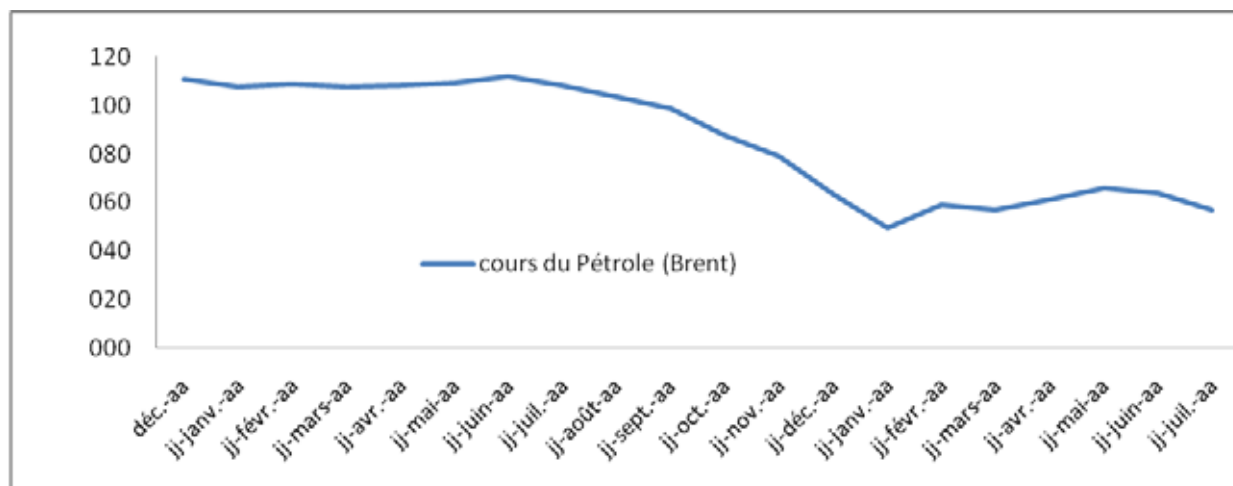
	déc-13	dec-14	30-janv-15	27-févr-15	31-mars-15	30-avr-15	28-mai-15	30-juin-15	31-juil-15
<i>Produits énergetiques</i>									
<i>Pétrole (brent) \$/baril</i>									
<i>cours</i>	110,59	62,99	49,39	62,16	56,91	60,98	62,98	63,83	56,63
<i>variation hebdo. (en %)</i>		-20,55	-21,58	25,85	-8,45	7,16	3,28	1,35	-11,28
<i>Produits miniers</i>									
<i>Cuivre LME \$/tm</i>									
<i>cours</i>	7 394,00	6 428,78	5 868,02	59,35	5 913,00	6 017,84	6 735,00	5 766,00	5 477,33
<i>variation hebdo.(en %)</i>		-4,25	-8,72	1,14	-0,37	1,77	11,92	-14,39	-5,01
<i>Cobalt Londres \$/tonne</i>									
<i>cours</i>	28 951,65	31 499,86	31 739,40	32 369,40	30 826,90	30 056,15	34 133,40	31 059,60	31 067,28
<i>variation hebdo. (en %)</i>		-0,65	0,76	1,98	-4,77	-2,50	13,57	-9,01	0,02
<i>Or New York \$/o.t.</i>									
<i>cours</i>	1 205,90	1 198,16	1 253,15	1 213,15	1 181,80	1 199,43	1 215,20	1 182,25	1 131,72
<i>variation hebdo.(en %)</i>		1,82	4,59	-3,14	-2,64	1,49	1,31	-2,71	-4,27

Sources : Les échos.

1.3.1 Pétrole brut

Au 31 juillet 2015, le prix du baril du pétrole brut s'est replié de 11,3 % par rapport à son niveau du mois de juin, se situant à 56,63 dollars américains. Cette situation est expliquée notamment par les perspectives d'une offre encore importante dans les pays membres de l'OPEP et aux Etats-Unis d'Amérique. Il sied de relever que comparativement à fin juillet 2014, le cours du baril est en baisse de 47,7 %.

Graphique 2 : Evolution du cours de pétrole en 2014 et 2015 (USD/baril)



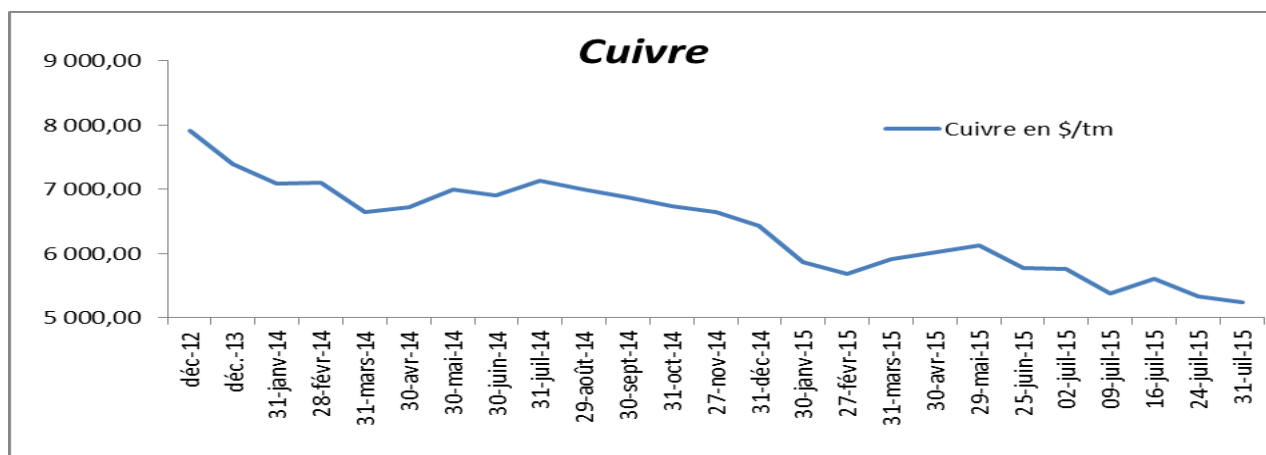
Source : Banque Centrale du Congo

1.3.2 Produits miniers

➤ Le Cuivre

A fin juillet, le cours du cuivre s'est établi à 5.477,3 USD la tonne, en moyenne mensuelle, soit un recul de 5,0 % par rapport à fin juin 2015. Rapproché à son niveau de juillet 2014, il s'observe un recul de 22,9 %.

Graphique 3 : Evolution du cours du cuivre en 2014 et 2015



Source : Banque Centrale du Congo

➤ Le Cobalt et l'Or

Le cours de la tonne du cobalt s'est fixé à 31.067,3 USD sur le marché de Londres, soit une baisse de 5,3 % par rapport à son niveau de fin juillet 2014. S'agissant de l'Or, son cours a connu une chute de 4,3 %, d'un mois à l'autre et celle de 5,5 % comparé au mois de décembre 2014.

1.3.3 Produits agricoles

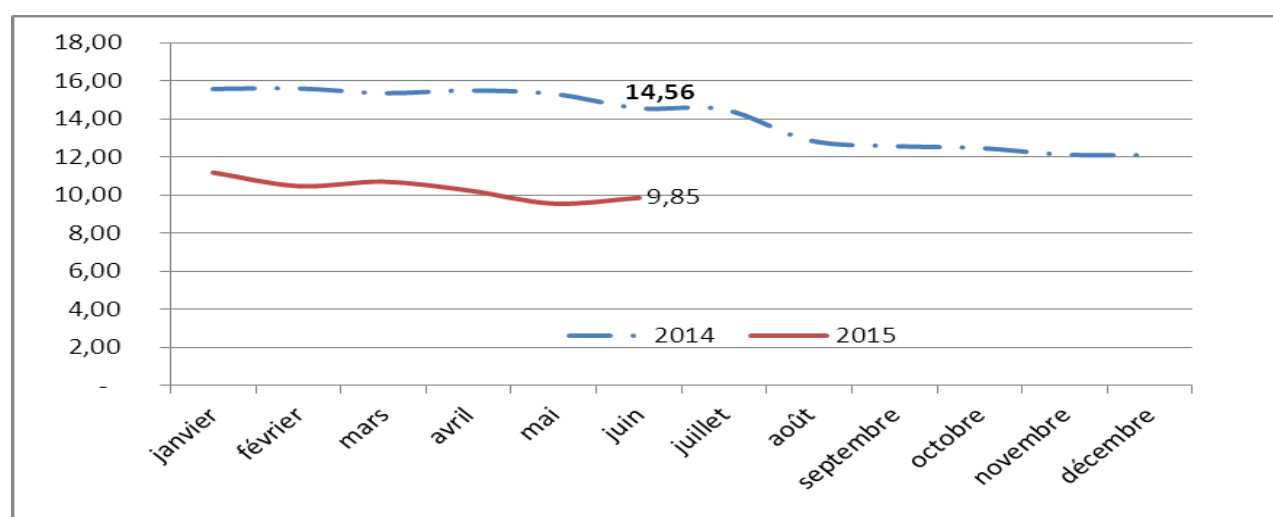
Au 31 juillet 2015, les cours du riz, du blé et du maïs ont augmenté suite aux chiffres favorables sur les exportations qui ont soulagé un marché déprimé depuis la mi-juillet. En effet, les prix par tonne se sont fixés respectivement à 10,9 USD, 549,5 USD et 149,2 USD, soit de progressions respectives de 10,5 %, 6,2 % et 11,6 %, d'un mois à l'autre.

Tableau 2: Produits agricoles

	déc-13	dec-14	30-janv-15	27-fevr-15	31-mars-15	30-avr-15	28-mai-15	30-juin-15	31-juil-15
<i>produit agricoles</i>									
<i>cours du riz Chicago Cts/lb</i>									
<i>cours</i>	15,55	12,10	11,18	10,46	10,70	10,24	9,55	9,85	10,88
<i>variation hebdo.(en %)</i>		-0,11	-7,64	-6,48	2,36	-4,28	-6,74	3,14	10,46
<i>Blé Chicago \$/tonne</i>									
<i>cours</i>	623,82	614,66	542,95	517,73	506,93	503,88	493,38	517,35	549,47
<i>variation hebdo.(en %)</i>		13,50	-11,67	-5,47	-1,23	-0,60	-2,08	4,86	6,21
<i>Maïs Chicago \$/tonne</i>									
<i>cours</i>	156,41	146,09	142,51	140,44	140,80	137,74	132,33	133,69	149,22
<i>variation hebdo.(en %)</i>		6,50	-2,45	-1,45	0,26	-2,17	-3,93	1,03	11,62

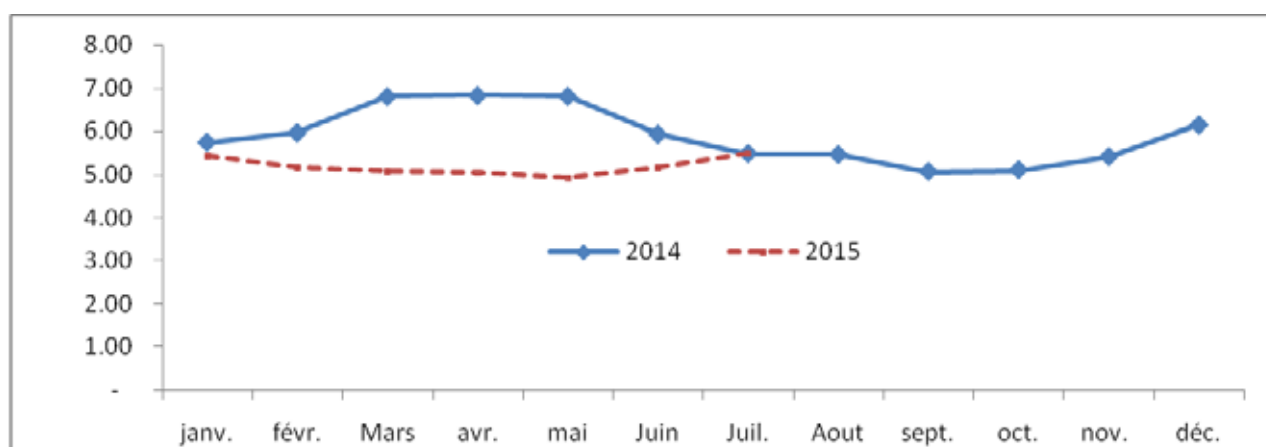
Sources : Les échos.

Graphique 4 : Evolution du cours du riz en 2014 et 2015



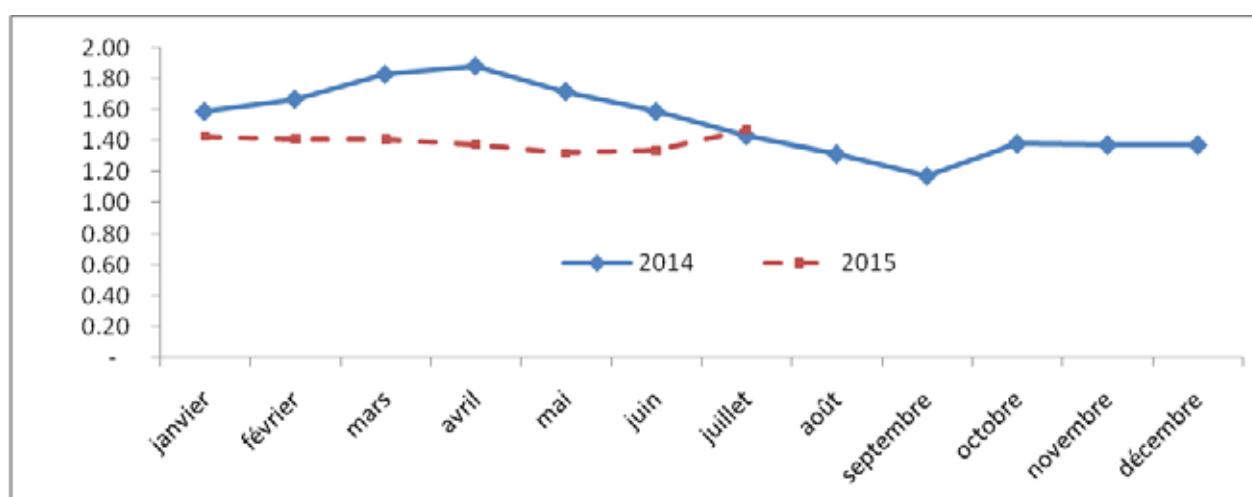
Source : Banque Centrale du Congo

Graphique 5 : Evolution du cours du bléen 2014 et 2015



Source : Banque Centrale du Congo

Graphique 6 : Evolution du cours du maïs à fin juillet 2015



Source : Banque Centrale du Congo

II. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DANS LE SECTEUR REEL

2.1 Activité économique et Prix intérieurs

2.1.1 Activité économique

Initialement projetées à 10,3 %, les dernières estimations de la croissance, au regard des réalisations de la production à fin mars 2015, par la Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN), renseignent un ralentissement de l'activité économique en RDC. *En effet, le taux de croissance économique est estimé à 9,2 % en 2015 contre 9,5 % en 2014, soit un écart de 0,3 point de pourcentage.* Rapprochée à la moyenne projetée pour l'Afrique

subsaharienne de 4,4 %, la croissance de l'économie congolaise demeure vigoureuse et supérieure de 4,8 points.

a. *Approche par la production*

L'analyse sectorielle de la croissance montre que l'activité économique serait essentiellement impulsée par la vitalité des secteurs tertiaire et primaire, soit 4,0 points de pourcentage et 3,9 points respectivement, en termes de contribution à la croissance, à travers le dynamisme, d'une part, des activités de commerce, de transport et télécommunication ainsi que des autres services hors administration publique, et d'autre part des activités extractives et agricoles.

Parallèlement, le secteur secondaire a été marqué par un faible relèvement de ses activités comparativement à l'année précédente, affichant une croissance de 8,0 % contre 7,4 % en 2014, enregistrant le même niveau de 1,2 point de pourcentage en termes de contribution à la croissance.

S'agissant du bon comportement du secteur tertiaire, cette évolution est consécutive au dynamisme des activités de ses principales composantes, à savoir : le « commerce » (1,3 point de contribution à la croissance), les « transports et télécommunications » (1,2 point de contribution à la croissance) ainsi que les « autres services hors administration publique » (1,3 point de contribution à la croissance), grâce notamment à (i) l'amélioration du climat des affaires, (ii) l'augmentation des revenus des ménages qui accroît le niveau de consommation, propulsant ainsi les activités de commerce, de restauration, de l'hôtellerie ainsi que des services bancaires (iii) l'amélioration des voies et moyens de communication et la mise en service de plusieurs entreprises de transport locales créées (publiques et privées).

Pour ce qui est du secteur primaire, sa forte contribution proviendrait du dynamisme des activités extractives, confirmant son rôle de moteur de croissance dans l'économie congolaise. En effet, la valeur ajoutée de l'activité extractive va s'améliorer de 10,8 % en 2015, après une hausse de 19,4 % en 2014, soit 2,8 points de contribution à la croissance du PIB, bénéficiant des performances particulièrement encourageantes des volumes de production du cuivre et de l'or qui pourraient atteindre plus de 1,13 million de tonnes et plus de 25,00 milliers de kilos contre respectivement 1,06 million de tonnes et 23,53 milliers de kilos en 2014, dans un contexte de l'évolution favorable des cours sur le marché mondial.

Aussi, le développement attendu de la production agricole va contribuer efficacement à la vigueur de ce secteur, avec une croissance de sa valeur ajoutée de 6,3 % contre 4,7 % l'année d'avant, ramenant sa contribution à la croissance à 1,1 point après 0,8 point, grâce aux effets induits de la production de 20.000 tonnes de maïs pour la saison A au parc agro-industriel de BUKANGALONZO ainsi qu'aux projets réalisés par le Gouvernement dans la relance de ce secteur à travers des campagnes agricoles tant à Kinshasa qu'à l'intérieur du pays.

**Tableau 3 : Estimation de la croissance du PIB suivant l'approche par la production
(En milliards de CDF, au prix de 2005 sauf indication contraire)**

Branches d'activité	2014	2015	2014		2015	
			Variation en %	Contrib. en pts	Variation en %	Contrib. en pts
Secteur primaire	4 359,31	4 752,57	13,2%	5,5%	9,0%	3,9%
Agriculture, forêt, élevage, chasse e	1 700,80	1 808,19	4,7%	0,8%	6,3%	1,1%
Agriculture	1 625,00	1 727,40	4,0%	0,7%	6,3%	1,0%
vivrière	1 600,77	1 700,92	3,9%	0,6%	6,3%	1,0%
rente	24,23	26,49	10,4%	0,0%	9,3%	0,0%
sylviculture	72,94	77,75	25,5%	0,2%	6,6%	0,0%
élevage, pêche et chasse	2,86	3,04	3,9%	0,0%	6,3%	0,0%
Extraction	2 658,51	2 944,37	19,4%	4,7%	10,8%	2,8%
Secteur secondaire	1 551,63	1 675,51	7,4%	1,2%	8,0%	1,2%
Industries manufacturières	1 088,39	1 196,59	9,9%	1,1%	9,9%	1,1%
Industries alimentaires, boissons e	922,88	1 021,15	13,2%	1,2%	10,6%	1,0%
Autres industries manufacturières	165,51	175,44	-5,5%	-0,1%	6,0%	0,1%
Bâtiment et travaux publics	395,45	408,05	1,2%	0,0%	3,2%	0,1%
Electricité, gaz, vapeur et eau	67,78	70,87	6,3%	0,0%	4,6%	0,0%
Secteur tertiaire	3 878,07	4 279,22	6,7%	2,6%	10,3%	4,0%
Commerce	1 413,46	1 544,39	4,6%	0,7%	9,3%	1,3%
Transports et telecommunications	1 220,22	1 343,85	6,0%	0,8%	10,1%	1,2%
Autres services hors adm. publique	926,11	1 055,74	10,9%	1,0%	14,0%	1,3%
Services d'administration publique	382,75	406,48	7,7%	0,3%	6,2%	0,2%
SIFIM	-64,47	-71,25	14,7%	-0,1%	10,5%	-0,1%
PIB au coût des facteurs	9 789,01	10 707,29	9,6%	9,3%	9,4%	9,1%
Taxes sur les produits	303,59	314,83	5,2%	0,2%	3,7%	0,1%
PIB aux prix constants du marché	10 092,6	11 022,1	9,5%	9,5%	9,2%	9,2%
PIB (hors mines) aux prix constants	7 434,08	8 104,77	6,3%	4,8%	9,0%	6,6%

Source : Commission d'Etude des Statistiques des Comptes Nationaux (CESCN).

En ce qui concerne le secteur secondaire, la croissance de la valeur ajoutée des activités manufacturières connaîtrait un maintien de 9,9 % en 2015, soit 1,2 point de contribution à la croissance, en raison essentiellement du bon rendement des activités des « industries alimentaires-boissons et tabacs » dont la croissance atteindrait 10,6 % contre 13,2 % l'année précédente. Parallèlement, les activités des « autres industries manufacturières » ont accusé un effort de redressement avec une croissance de 6,0 % (0,1 point de contribution à la croissance contre -0,1 point) après un repli de -5,5 % en 2014.

Au niveau de la branche « Bâtiments et Travaux Publics », sa valeur ajoutée va progresser de 3,2 % en 2015, après une croissance de 1,2 % en 2014, accusant une faible contribution à la croissance de 0,1 point en 2015, après une contribution nulle en 2014, consécutive à la poursuite de l'exécution de certains projets de construction des bâtiments par les ménages, et dans une moindre mesure la réalisation des projets de modernisation du pays par l'Etat.

Par ailleurs, la croissance de la valeur ajoutée de « l'Electricité, gaz, vapeur et eau » serait de 4,6 % contre 6,3 % l'année précédente, avec une contribution quasiment nulle. Malgré la construction de nouveaux logements ainsi que les efforts de réhabilitation de certaines lignes de distribution, la production de l'électricité resterait en baisse comparativement à l'année dernière, à la suite d'une panne technique au barrage d'Inga qui amenuiserait la production globale.

Néanmoins, les efforts de réhabilitation des équipements pour la production d'eau ainsi que la campagne financée par les bailleurs extérieurs, visant à accroître la desserte en eau potable, permettront de contrebalancer la baisse de la production de l'électricité et tirer la croissance de cette branche.

b. Approche par la dépense

L'analyse de la demande indique que la croissance resterait soutenue essentiellement par la demande intérieure, pilier de la croissance en 2015, avec une contribution de 10,4 points de pourcentage contre 8,8 points en 2014.

Après une croissance de 8,5 % en 2014, la consommation finale va enregistrer en 2015 une accélération de 11,0 %, recouvrant une hausse de 10,8 % de la consommation du secteur privé et de 12,3 % de celle du secteur public. Le bon comportement de la consommation des ménages s'expliquerait essentiellement par l'amélioration de leur pouvoir d'achat dans un contexte de stabilité du taux de change, tandis que celui de l'administration publique serait consécutif à l'accroissement de l'enveloppe salariale de ses fonctionnaires.

S'agissant des investissements bruts, ils connaîtront une croissance de 6,7 % contre 9,6 % en 2014, induisant une contribution de 1,2 point à la croissance. Cette évolution à la baisse est liée à la diminution des investissements dans le secteur privé liée à la psychose électorale.

Au niveau des échanges extérieurs, la contribution de cette composante va creuser la croissance à hauteur de 1,2 point de pourcentage en 2015. Cette situation résulterait d'un accroissement plus important des importations (10,4 %) par rapport aux exportations (6,6 %).

Tableau 4 : Estimation de la croissance du PIB suivant l'approche par la demande
(en milliards de CDF, au prix de 2005, sauf indication contraire)

				2013		2014		2015	
	2013	2014	2015	Variation en pts	Variation en %	Contrib. en pts	Variation en %	Contrib. en pts	
PIB Emplois à prix constants de									
Demande intérieure	9355,0	10167,0	11214,3	8,7%	8,8%	8,7%	8,8%	10,3%	10,4%
Consommation	7775,1	8435,9	9367,1	7,2%	6,1%	8,5%	7,2%	11,0%	9,2%
Secteur public	1409,9	1458,6	1637,8	12,4%	1,8%	3,4%	0,5%	12,3%	1,8%
Secteur privé	6365,1	6977,3	7729,3	6,1%	4,3%	9,6%	6,6%	10,8%	7,5%
Investissements bruts	1579,9	1731,1	1847,2	16,9%	2,7%	9,6%	1,6%	6,7%	1,2%
FBCF	1563,6	1731,1	1846,7	17,0%	2,7%	10,7%	1,8%	6,7%	1,1%
Secteur public	484,5	536,4	612,8	4,2%	0,2%	10,7%	0,6%	14,3%	0,8%
Secteur privé	1079,2	1194,7	1233,9	23,9%	2,4%	10,7%	1,3%	3,3%	0,4%
Variation des stocks	16,3	0,0	0,6	6,8%	0,0%	-100,0%	-0,2%	-0,4%	0,0%
Demande extérieure nette	-135,3	-74,4	-192,2	28,5%	-0,4%	-45,0%	0,7%	158,5%	-1,2%
Exportations de biens et services	2790,0	2870,8	3059,3	11,6%	3,4%	2,9%	0,9%	6,6%	1,9%
Exportations des biens	2697,8	2795,0	2964,4	13,2%	3,7%	3,6%	1,1%	6,1%	1,7%
Produits miniers	2182,5	1913,1	1831,9	5,3%	1,3%	-12,3%	-2,9%	-4,2%	-0,8%
Autres produits	515,3	881,9	1132,5	66,1%	2,4%	71,2%	4,0%	28,4%	2,5%
Exportations des services	92,3	75,8	94,9	-21,6%	-0,3%	-17,9%	-0,2%	25,3%	0,2%
Importations de biens et services	2925,3	-2945,1	-3251,5	12,3%	-3,8%	0,7%	-0,2%	10,4%	-3,0%
Importations des biens	2469,7	2516,1	2778,7	14,0%	-3,6%	1,9%	-0,5%	10,4%	-2,6%
Consommations	529,0	662,3	734,0	23,2%	-1,2%	25,2%	-1,4%	10,8%	-0,7%
Equipements	1628,6	1572,7	1727,1	110,1%	-10,0%	-3,4%	0,6%	9,8%	-1,5%
Intermédiaires	312,1	281,1	317,6	-67,5%	7,6%	-9,9%	0,3%	13,0%	-0,4%
Importations des services	455,6	429,0	472,8	3,7%	-0,2%	-5,8%	0,3%	10,2%	-0,4%
PIB	9219,7	10092,6	11022,1	8,5%	8,5%	9,5%	9,5%	9,2%	9,2%

Source : CESC.N.

2.1.1.1. Baromètre de la conjoncture

Au cours du mois de juillet 2015, la courbe du solde global d'opinions des chefs d'entreprises de la RDC s'est caractérisée par la consolidation de l'optimisme de ces derniers au regard de l'évolution de la conjoncture économique à court terme. En effet, le solde brut de leurs opinions s'est établi à +18,3 % revenant de +17,8 % un mois avant.

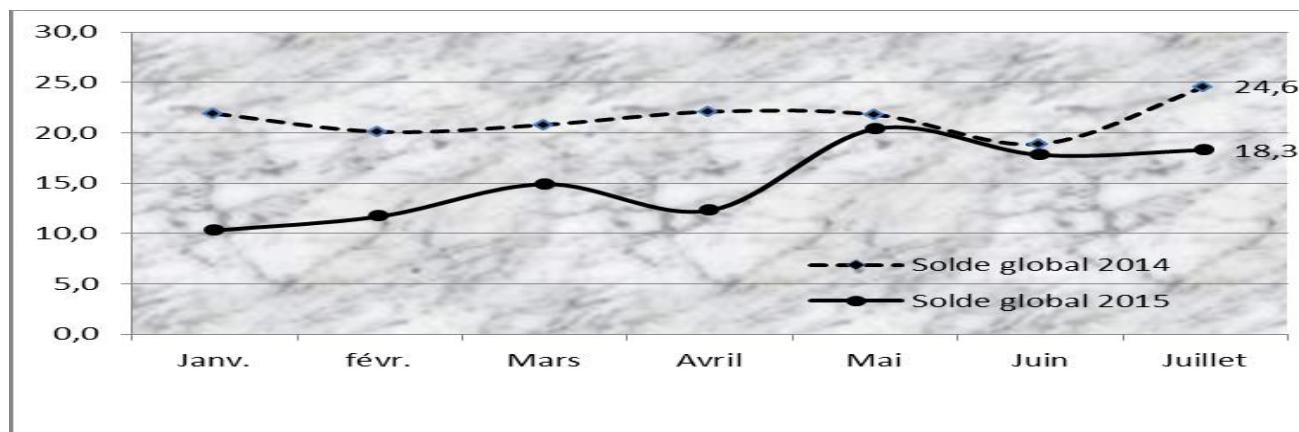
Cette évolution traduit le comportement observé dans l'ensemble de secteurs d'activités, hormis les industries manufacturières qui ont accusé un ralentissement.

Tableau 5 : Evolution du solde brut d'opinions en 2014 et 2015

Secteur	2014							Moyenne	2015							Moyenne
	Janv.	févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	
Solde global	21,9	20,1	20,8	22,1	21,8	18,9	24,6	21,5	10,3	11,7	14,9	12,3	20,4	17,8	18,3	15,1
Industries manufacturières	20,6	19,0	26,6	24,9	12,6	18,6	15,6	19,7	11,1	37,7	24,2	16,0	20,7	18,5	16,8	20,7
Electricité et Eau	40,2	23,2	25,8	32,7	25,0	23,8	33,9	29,2	38,2	37,7	22,1	13,0	22,1	31,1	44,7	29,8
Industries extractives	23,8	21,8	21,6	25,0	26,3	23,1	23,4	23,6	7,7	5,6	10,6	12,5	21,3	16,7	16,9	13,0
Construction	21,0	19,2	18,8	12,1	11,8	10,8	50,0	20,5	11,1	13,9	24,4	10,1	15,3	14,7	18,3	15,4
Services	3,5	8,5	11,1	7,9	4,4	7,0	19,3	8,8	2,3	2,5	13,5	7,9	15,6	11,1	11,6	9,2

Source : BCC

Graph. 7 : Solde global d'opinions des chefs d'entreprises en 2014 - 2015

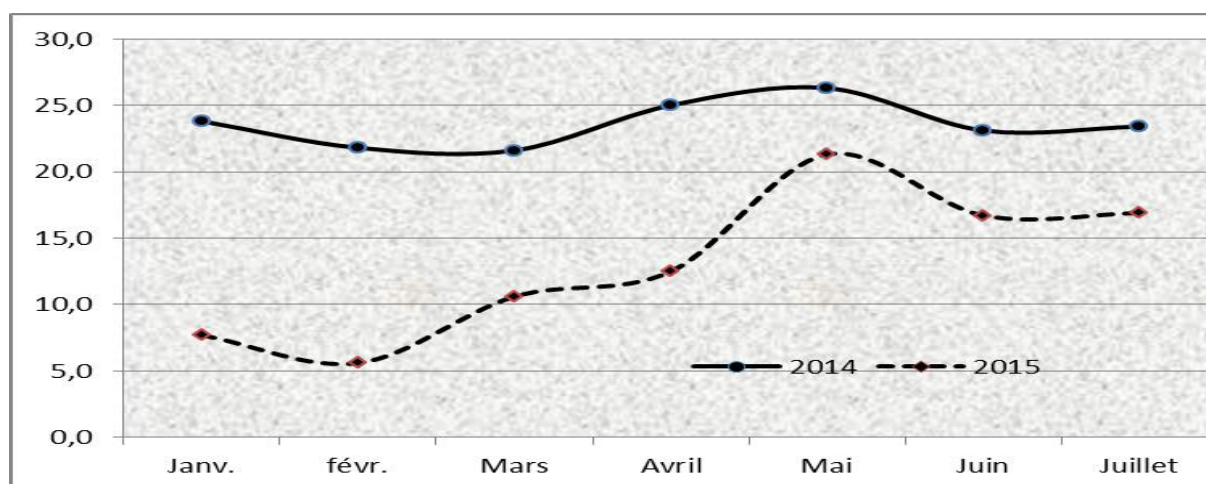


Source : BCC

Le contour du climat conjoncturel par secteur d'activités à la fin du mois de juillet 2015 se présente comme suit :

En ce qui concerne les Industries Extractives, les entrepreneurs demeurent optimistes. Le solde de leurs opinions s'est pratiquement maintenu à son niveau du mois précédent, soit +16,9 % contre +16,7 % en juin. Cette situation est due principalement à l'optimisme affiché par les chefs d'entreprises productrices de cobalt dont le cours reste à un niveau favorable.

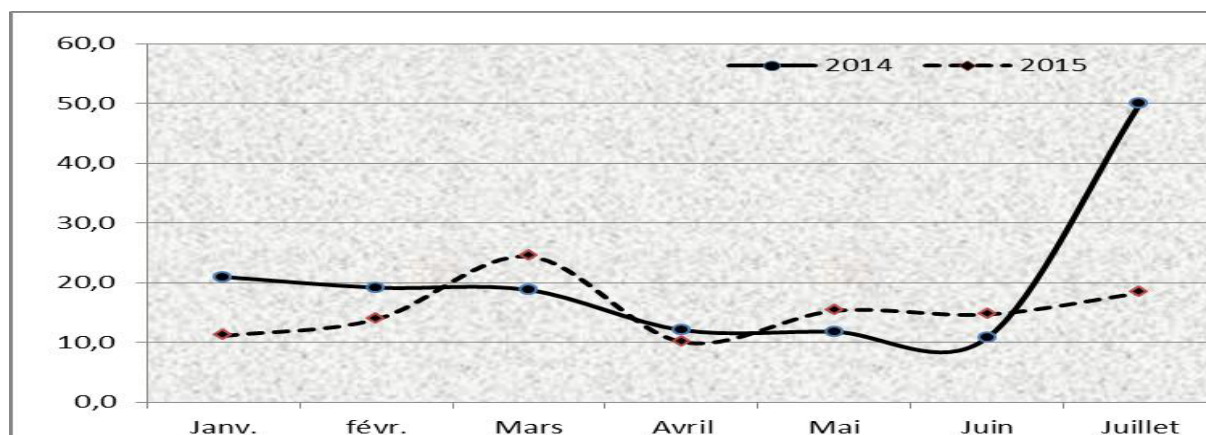
Graph. 8 : Evolution du solde des Industries minières en 2014 et 2015



Source : BCC

S'agissant du secteur de la construction, après un léger repli affiché au cours du mois de juin, l'opinion des chefs d'entreprises est repartie à la hausse, au regard des projets de construction qui se poursuivent à travers le pays. Ainsi, le solde d'opinions a grimpé à +18,3 % contre +14,7 % en juin dernier.

Graph. 9 : Evolution du solde du secteur Construction en 2014 et 2015

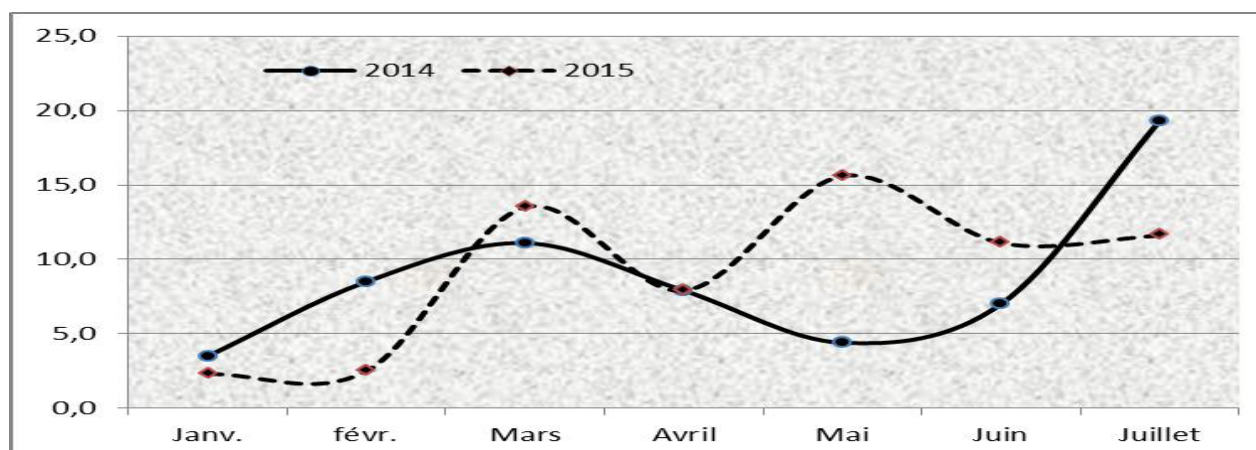


Source : BCC

Pour ce qui est du secteur des services, l'optimisme des Chefs d'entreprises a refait surface, avec un solde d'opinions de +11,6 % au cours du mois sous analyse, alors qu'il était à +11,1 % en juin dernier.

Cette amélioration résulte principalement de l'évolution favorable des activités liées à l'hôtellerie et à la restauration.

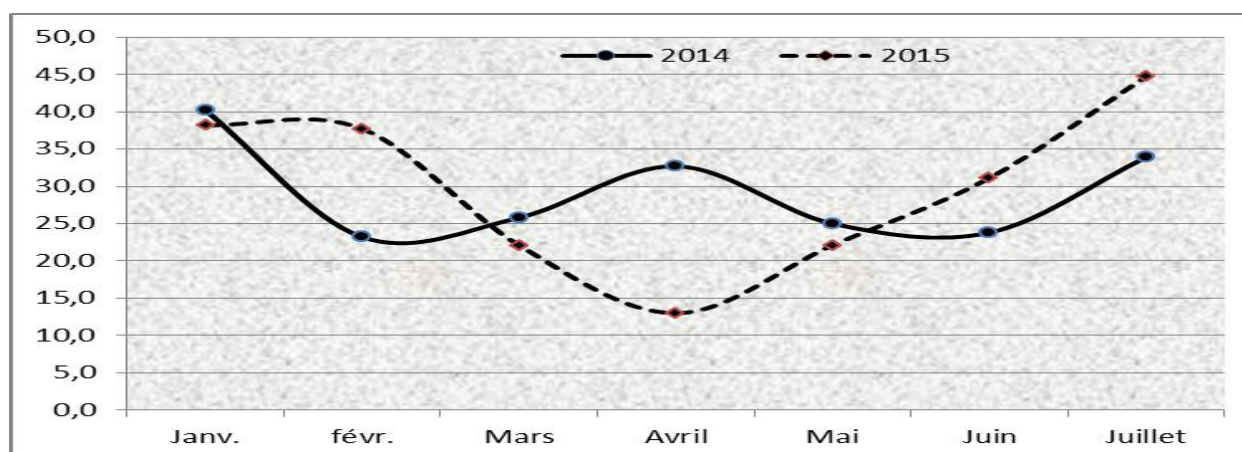
Graph. 10 : Evolution du solde du secteur des Services en 2014 et 2015



Source : BCC

Pour ce qui est du secteur d' « électricité et eau », la confiance des entrepreneurs a retrouvé son plus haut niveau depuis le mois de décembre 2014, atteignant +44,7 % après s'être établi à +31,1 % en juin dernier. Cette amélioration est la résultante de la mise en œuvre de certains projets de développement dans ce secteur.

Graph. 11 : Evolution du solde des Industries énergétiques en 2014 et 2015

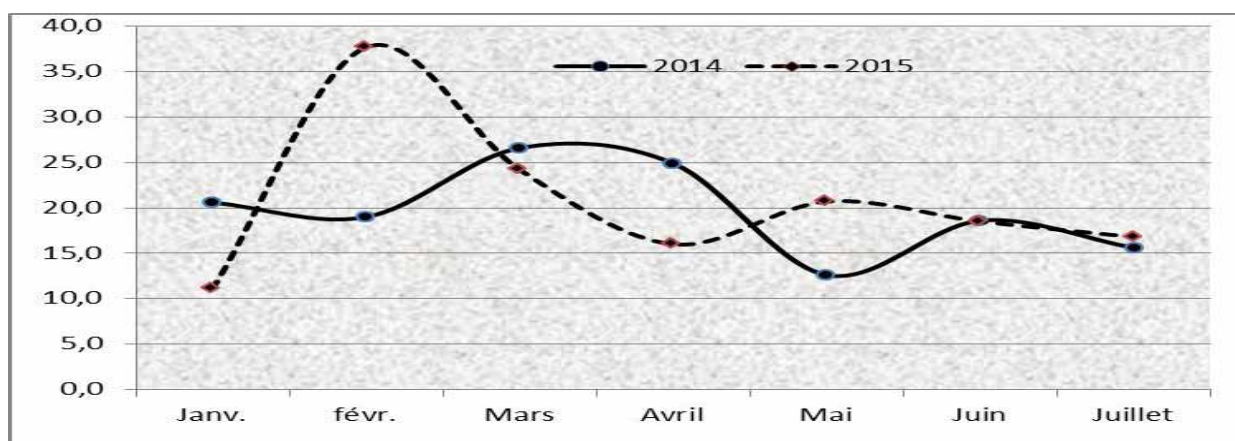


Source : BCC

Enfin, en ce qui concerne les « Industries Manufacturières », le solde brut d'opinions des Industries Manufacturières s'est replié à +16,8 %, alors qu'il était à +18,5 % un mois auparavant.

Ce recul de la confiance des chefs d'entreprises résulte de l'évolution défavorable des activités liées à la production chimique et alimentaire.

Graph. 12 : Evolution du solde des Industries manufacturières en 2014 et 2015



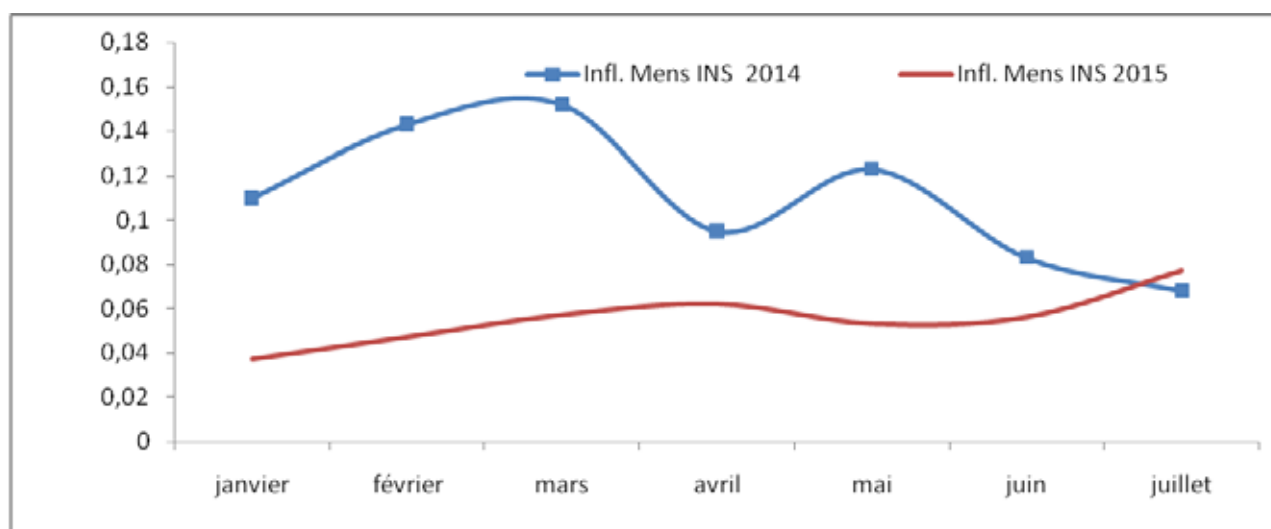
Source : BCC

2.1.1.2. Evolution des prix intérieurs

a. Inflation globale

A la fin du mois de juillet 2015, l'évolution de l'inflation demeure sous contrôle. En effet, le taux d'inflation s'est établi à 0,077 % à fin juillet 2015 contre 0,056 % un mois plus tôt, portant le cumul annuel à 0,390 %. En annualisé et en glissement annuel, il a été enregistré des taux d'inflation respectifs de 0,655 % et 0,642 % face à un objectif de 3,5 %.

Tableau 13 : Evolution du taux d'inflation mensuelle en 2014 et 2015



Source : BCC et INS.

2.2 Secteur Public

2.2.1 Exécution des Opérations financières de l'Etat

Au 31 juillet 2015, le Compte Général du Trésor, intégrant l'amortissement de la dette, a enregistré un excédent de 133,7 milliards de CDF contre 138,5 milliards à la période correspondante de 2014, soit une régression de 3,4 %. Cependant, en cumul annuel, le Trésor est excédentaire de 173,5 milliards de CDF contre 214,1 milliards à la période correspondante de 2014, soit un repli de 19,0 %.

Tableau 7 : Flux cumulé des opérations du Trésor en 2014 et 2015
(en milliards de CDF)

Rubriques	Mois de juillet			Cumul juillet 2014	Cumul juillet 2015			Variation 2015/2014
	2014	2015	Var.en %		Program.	Réalisation	Exéc.en %	
Total recettes	411,0	434,0	5,6	2 304,4	2 440,1	2 413,9	98,9	4,8
Total dépenses (hors dette)	270,6	298,3	10,2	2 023,0	2 445,5	2 149,9	87,9	6,3
Amortissement de la dette	1,9	2,0	7,9	67,3	82,3	90,5	110,0	34,5
Solde général (hors dette)	140,3	135,7	-3,3	281,4	- 5,4	264,0	- 4 863,6	- 6,2
Solde intégrant l'amort.	138,5	133,7	-3,4	214,1	- 87,7	173,5	- 197,9	- 19,0

Source : PTR du secteur public (DTO) et situation financière de l'Etat (BCC)

2.2.1.1 Ressources budgétaires

Prévues à 464,4 milliards de CDF, les ressources mobilisées, au 31 juillet 2015, ont totalisé 434,0 milliards de CDF, dégagant ainsi un taux de réalisation de 93,0%. Comparé à la situation financière de l'Etat arrêtée au 31 juillet 2014 indiquant un niveau des recettes publiques de 365,2 milliards de CDF, il se dégage un accroissement de 18,8 % d'une année à l'autre. En cumul annuel, les recettes publiques ont crû de 4,8 % comparativement à leur niveau de 2.304,4 milliards de CDF en juillet 2014.

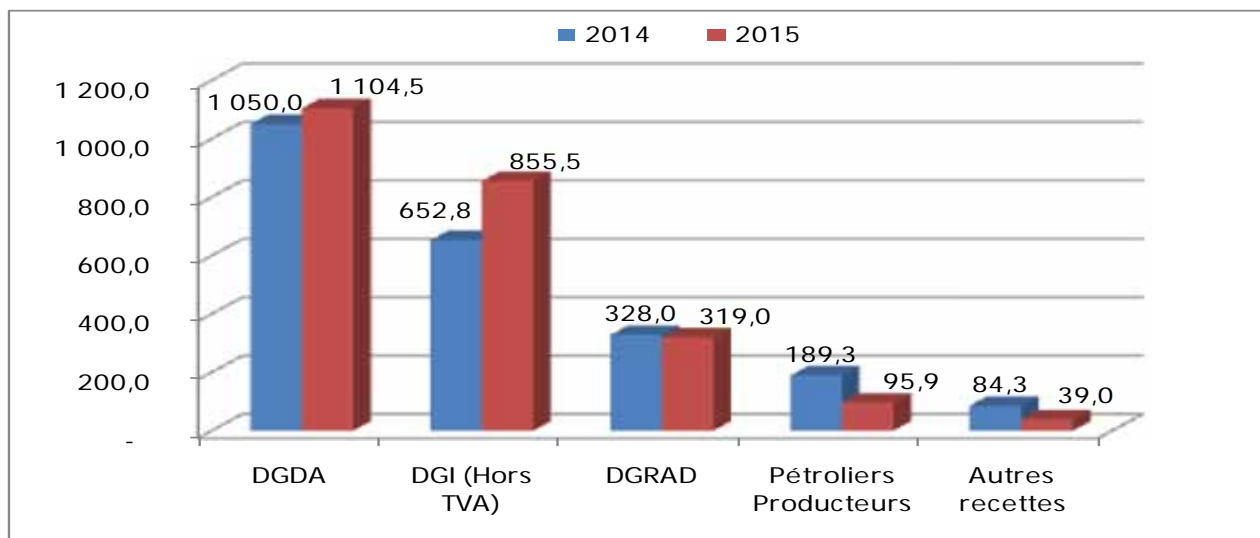
Tableau 8 : Evolution comparée des recettes publiques à fin juillet 2014 et 2015
(En milliards de CDF)

Rubriques	Mois de juillet			Cumul juillet 2014	Cumul juillet 2015			Variation 2015/2014
	2014	2015	Var.en %		Program.	Réalisation	Exéc.en %	
DGDA	156,3	162,1	3,7	1 050,0	1 130,5	1 104,5	97,7	5,2
DGI (Hors TVA)	134,2	214,6	59,9	652,8	870,8	855,5	98,2	31,0
DGRAD	35,2	36,8	4,6	328,0	297,1	319,0	107,4	- 2,7
Pétroliers Producteurs	21,5	11,6	-45,9	189,3	114,3	95,9	83,9	- 49,3
Autres recettes	18,0	8,9	-50,6	84,3	27,4	39,0	142,2	- 53,7
RECETTES TOTALES	365,2	434,0	18,8	2 304,4	2 440,1	2 413,9	98,9	4,8

Source : PTR du secteur public (DTO) et situation financière de l'Etat (BCC)

Aux sept premiers mois de l'année sous revue, l'analyse par poste des recettes indique que la rubrique relative à la « DGRAD » a enregistré une plus-value de 7,4 % par rapport à la prévision alors que les recettes provenant de la DGI, de la DGDA et des pétroliers producteurs ont été réalisées en deçà de leurs programmations respectives de 1,8 %, 2,3 % et 16,1 %.

Graphique 14: Evolution des recettes publiques par service mobilisateur en cumul annuel fin juillet 2014 et 2015 (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo

2.2.1.2. Evolution mensuelle des dépenses publiques

Les dépenses mensuelles de l'Etat se sont chiffrées à 298,3 milliards de CDF contre une programmation de 404,7 milliards de CDF, représentant un taux d'exécution de 74,0 %. Bien qu'il y ait eu une moins-value de près 26,0 % dans leur exécution, les dépenses de l'Etat se sont accrues de 11,9 % comparativement à la période correspondante de l'année précédente.

En cumul annuel, les dépenses ont été réalisées à 85,1 %, s'établissant à 2.149,9 milliards de CDF à fin juillet 2015, soit un accroissement de 2,9 % par rapport à la même période une année plus tôt.

Tableau 9 : Dépenses publiques (en milliards de CDF)

Rubriques	Mois de juillet			Cumul juillet 2014	Cumul juillet 2015			Variation 2015/2014
	2014	2015	Var.en %		Program.	Réalisation	Exéc.en %	
Rémunérations	129,7	144,4	11,3	877,5	1 042,9	998,8	95,8	13,8
Rétrocessions	28,8	43,0	49,3	237,5	336,3	284,9	84,7	19,9
Dettes publiques	1,6	2,0	20,5	67,3	82,3	90,5	110,0	34,5
Frais de fonctionnement	56,2	71,3	26,8	348,3	497,1	516,3	103,8	48,2
Dépenses en capital	3,9	30,9	684,7	42,7	372,7	234,3	62,9	448,9
Autres dépenses	46,4	6,7	-85,6	517,0	196,4	25,2	12,8	- 95,1
Total dépenses	266,7	298,3	11,9	2 090,3	2 527,7	2 149,9	85,1	2,9

Source : PTR du secteur public (DTO) et situation financière de l'Etat (BCC)

2.2.2. Evolution du plan de trésorerie de la Banque Centrale du Congo

L'exécution du Plan de Trésorerie de la BCC, au 31 juillet 2015, affiche un léger excédent de 5,0 millions de CDF, résultant des encaissements de 15,196 milliards et des décaissements de 15,191 milliards de CDF. Rapportés aux prévisions du mois sous revue, les encaissements et les décaissements ont pratiquement rencontré leurs assignations en atteignant 99,9 % de la programmation.

En cumul annuel, les encaissements et les décaissements se sont accrus respectivement de 4,4 % et 4,5 % par rapport à leurs niveaux de l'année passée. Quant au solde, bien qu'en baisse de 38,6 %, il s'est maintenu en excédent de 27,0 millions de CDF.

Tableau 10 : Plan de trésorerie de la BCC en 2014 et 2015

(en milliards de CDF)

RUBRIQUES	CUMUL ANNUEL A FIN JUILLET			AU 31 JUILLET 2015		
	2014	2015	VARIATION en %	PROGRAM. MENSUELLE	EXECUTION MENSUELLE	TAUX D'EXEC. En %
ENCAISS.	107,507	112,280	4,4	15,210	15,196	99,9
DECAISS.	107,463	112,253	4,5	15,210	15,191	99,9
RESULTAT	0,044	0,027	- 38,6	-	0,005	

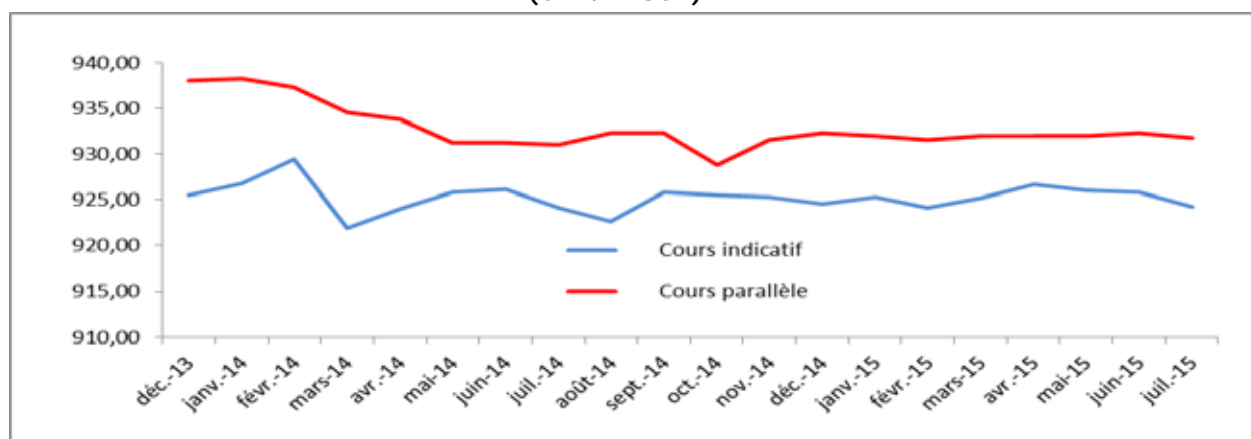
Source : Banque Centrale Congo

2.3. SECTEUR EXTERIEUR

2.3.1. Le marché des changes

Le marché des changes a connu une stabilité dans ses deux segments. En effet, le taux de change s'est établi à 924,23 CDF le dollar américain à l'indicatif et 931,75 CDF au parallèle contre respectivement 925,79 CDF et 932,25 CDF, un mois auparavant. Par rapport à fin décembre 2014, il s'observe de faibles appréciations du taux de change, soit 0,03 % à l'interbancaire et 0,05 % au parallèle.

Graphique 15 : Evolution des taux de change indicatif et parallèle (CDF/ 1 USD)



Source : Banque Centrale du Congo

Tableau 11: Evolution des taux indicatif et parallèle au premier semestre 2015

	Taux de change CDF/1 USD 2015		Variation mensuelle en % 2015		Variation en % par rapport à fin déc-2014	
	Indicatif	Parallèle	indicatif	parallèle	Indicatif	Parallèle
31-déc.-14	924,51	932,25				
30-janv.-15	925,32	932,00	-0,09	0,03	-0,09	0,03
27-févr.-15	924,13	931,50	0,13	0,05	-0,04	0,08
31-mars-15	925,19	932,00	-0,11	0,05	-0,07	0,03
30-avr-15	926,62	932,00	-15,00	0,00	-0,03	0,03
29-mai-15	926,06	932,00	0,06	0,00	-0,17	0,03
29-juin-15	925,79	932,25	0,03	-0,03	-0,14	0
31-juil-15	924,23	931,75	0,17	0,05	0,03	0,05

Source : Banque Centrale du Congo

2.3.2. Budget en devises et Réserves internationales

Au 31 juillet 2015, l'exécution du budget en devises renseigne un déficit cumulé de 4,8 millions de USD contre un excédent de 31,52 millions à la période correspondante de 2014. Cette situation résulte essentiellement de la baisse des recettes, lesquelles n'ont été que de 455,10 millions de USD à fin juillet 2015 contre un flux cumulé des dépenses de 459,87 millions.

Ce déficit ramène les réserves internationales à 1.640,4 millions de USD, niveau correspondant à 6,77 semaines d'importations des biens et services sur ressources propres.

Tableau 12 : Exécution du budget en devises à fin juillet 2015

(En millions de USD)

RUBRIQUES	Cumul 2014	30-janv-15	27-févr-15	31-mars-15	30-avr-15	29-mai-15	29-juin-15	31-juil-15	Cumul 2015
Stock initial		1 645,14	1 752,85	1 735,41	1 697,29	1 716,02	1 651,98	1 598,85	
I. FLUX PROJETE EN RECETTES	743,66	148,76	32,39	30,33	119,95	14,69	30,03	78,87	455,02
A. Recettes d'exploitation	56,68	3,52	4,36	5,09	4,36	4,00	22,99	24,76	69,08
Redevance de contrôle de change	46,72	2,86	3,68	4,42	3,78	3,44	3,95	4,40	26,54
B. Opérations de change	686,98	145,25	28,03	25,24	115,60	10,68	7,04	54,11	385,94
1. Rachat recettes fiscales et non fisc	67,17	105,06	0,53	0,39	79,60	0,68	0,64	44,34	231,23
Recettes pétrolière	12,62	-	-	-	-	-	-	-	-
Recettes minières	22,88	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Rachats financements extérieurs									
Banque Africaine de Développement	-	20,19	-	-	-	-	-	9,77	-
3. Achats interbancaires (Adjudications)	611,60	20,00	27,50	23,50	36,00	10,00	6,40	0,00	123,40
II. FLUX PROJETS EN DEPENSES	824,53	41,06	49,83	68,54	101,22	78,73	83,16	37,35	459,88
A. Dépenses du Trésor	763,83	37,15	45,53	68,71	94,95	75,14	72,28	35,17	428,93
1. Service de la dette extérieure	208,82	0,54	5,06	10,77	32,77	27,05	29,91	2,97	109,07
2. Paiement des diverses créances	73,41	4,72	3,69	5,27	6,78	5,40	5,43	5,33	36,62
3. Fonctionnement	481,60	31,89	36,78	42,68	55,40	42,69	36,94	26,88	273,25
Fournisseur étrangers	221,86	10,28	4,19	19,50	25,38	12,94	10,03	12,18	94,50
B. Dépenses BCC	60,70	3,91	4,30	9,83	6,27	3,59	10,87	2,18	40,94
Ventes interbancaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BALANCE	-80,87	107,70	-17,44	-38,13	18,73	-64,04	-53,13	41,46	-4,84
Stock final	1 645,14	1 752,85	1 735,41	1 697,29	1 716,02	1 651,98	1 598,85	1 640,36	1 640,36

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau 13 : Réserves de change (en millions de USD)

Année	Réserves	Semaines d'importation
2011	1 272,68	7,2
2012	1 634,18	9,4
2013	1 745,41	9,3
2014	1 644,46	7,9
Fin juil. 2015	1 640,4	6,77

Source : Banque Centrale du Congo

2.4 Monnaie et Crédit

2.4.1 Evolution de l'offre de monnaie

A fin juillet 2015, la masse monétaire s'est accrue de 8,08 %, atteignant 4.290,15 milliards de CDF, contre une hausse de 7,7 % à la période correspondante de 2014. Cet accroissement est expliqué par l'augmentation tant des avoirs extérieurs nets que des avoirs intérieurs nets dont la contribution a été respectivement de 2,1 % et 6,0 %.

S'agissant des avoirs intérieurs nets, leur progression est localisée au niveau des crédits au secteur privé qui se sont accrus de 13,4 %.

L'augmentation de la masse monétaire, au niveau des composantes, est localisée au niveau des dépôts en devises de la clientèle qui se sont accrus de 11,6 %, contrebalancé par la baisse de la circulation fiduciaire de 6,9 %.

Par contre, l'offre de la monnaie centrale a diminué de 4,2 % contre une baisse de 4,5 % à la période correspondante de 2014, atteignant 1.089,62 milliards de CDF. Ce rétrécissement, au niveau des contreparties, est expliqué aussi bien par la régression des Avoirs intérieurs nets que par celle des Avoirs extérieurs nets, respectivement de 5,6 % et de 1,2 %. La baisse des avoirs intérieurs est attribuable à une augmentation de 130,6 milliards de CDF des dépôts de l'Etat favorisée par l'échéance fiscale.

Cette diminution, au niveau des composantes, est localisée principalement au niveau de la circulation fiduciaire qui s'est contractée de 5,5 %, alors que les dépôts des banques se sont accrus de 8,4 %. Cette évolution traduit l'augmentation de la scripturalisation des transactions.

2.4.2. Marché monétaire

Au mois de juillet, le guichet des facilités permanentes a enregistré des opérations de 1.224,5 milliards de CDF contre 773,1 milliards de CDF un mois plus tôt. En cumul, les opérations ont atteint 4.252,09 milliards de CDF contre 1.361,45 milliards à période correspondante de 2014, soit un accroissement de 2.890,64 milliards de CDF.

Graphique 16 : Facilités permanentes cumulées (en milliards de CDF)

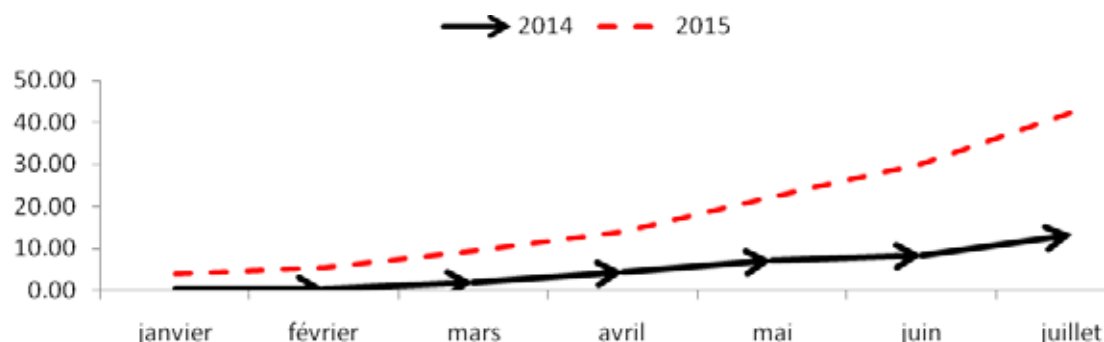
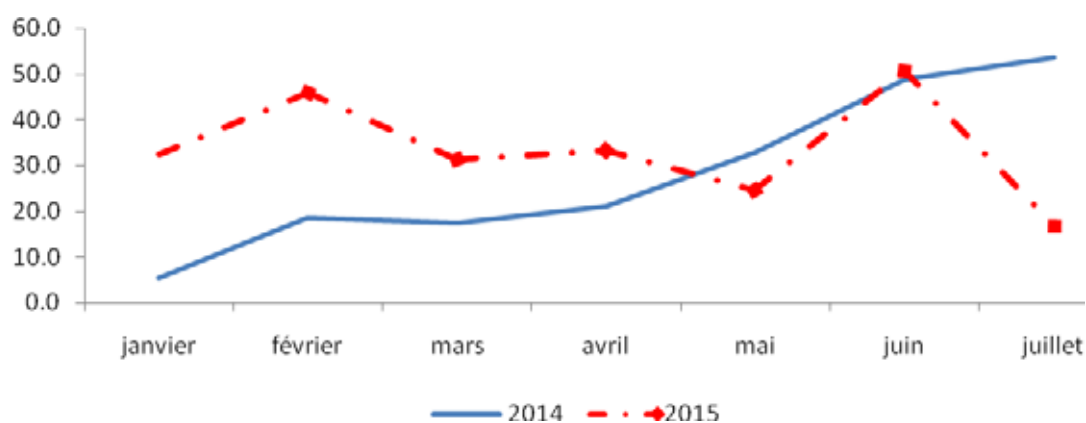


Tableau 14 : Guichet Facilités permanentes (en milliards de CDF)

	Année 2014	Janv-2015	Févr-2015	Mars-2015	Avril-2015	Mai-2015	juin-2015	Juillet-2015	Total 2015
VOLUME	4.719,80	383,04	141,64	415,00	479,00	835,45	773,50	1.224,46	4.252,09
Taux d'intérêt %	4,6	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5 % moyenne

Au 31 juillet 2015, le guichet de l'interbancaire a accumulé des opérations à hauteur de 2.351,9 milliards de CDF contre 1.975,7 milliards à la période correspondante de 2014, soit une hausse de 376,2 milliards de CDF. Le taux moyen pondéré a varié autour de 1,7 %, soit la même tendance qu'à fin décembre 2014.

Graphique 17 : Marché interbancaire (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo

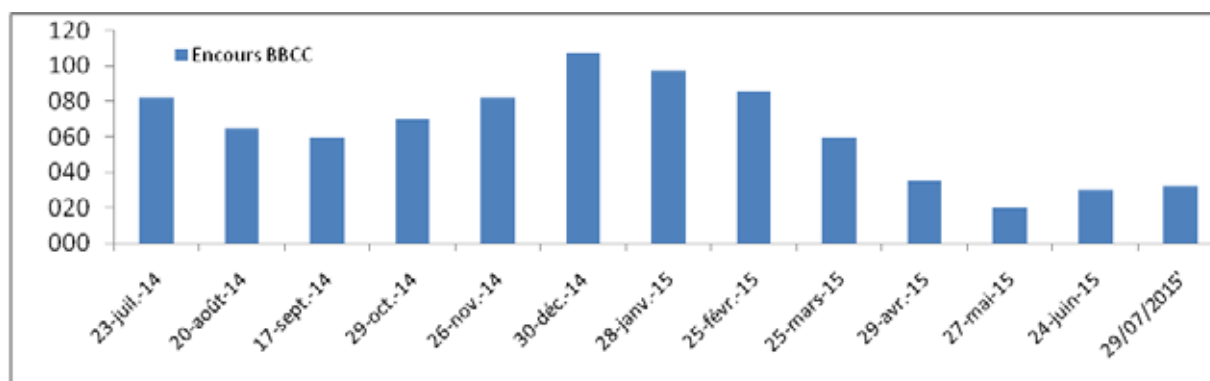
Tableau 15 : Guichet prêts interbancaires (en milliards de CDF, sauf indication contraire)

	Déc-2014	Janv-2015	Févr-2015	Mars-2015	Avril-2015	Mai-2015	Juin-2015	Juil-2015	Total 2015
VOLUME	580,5	324,50	460,15	313,50	331,70	246,10	508,00	167,90	2.351,85
Taux d'intérêt	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7 % moyenne

- **Marché des Bons de la Banque Centrale du Congo**

A fin juillet 2015, l'encours des Bons BCCs'est situé à 32,0 milliards, dont 13,50 milliards pour la maturité à 7 jours, 8,50 milliards de CDF pour celle à 28 jours et 10,00 milliards pour celle à 84 jours alors qu'il se situait à 107,4 milliards à fin décembre 2014, 82,50 milliards une année avantet 30,0 milliards de CDF un mois plus tôt. Cette évolution a dégagéune ponction mensuelle de 2,00 milliards et une injection annuelle de la liquidité de 75,36 milliards de CDF.

Graphique 18 : Evolution de l'encours des Bons BCC en 2015 (en milliards de CDF)



Les taux moyens pondérés des Bons BCC à 7 et 28 jours se sont situés à 0,25 % à fin juillet 2015 alors que celui à 84 jours a été de 0,85 %, soit de niveaux identiques à ceux observés un mois plus tôt.

S'agissant des marges de positivité, le taux directeur réel se chiffre à 1,36 point contre 0,65 point et 0,97 point respectivement un an auparavant et à fin décembre 2014.

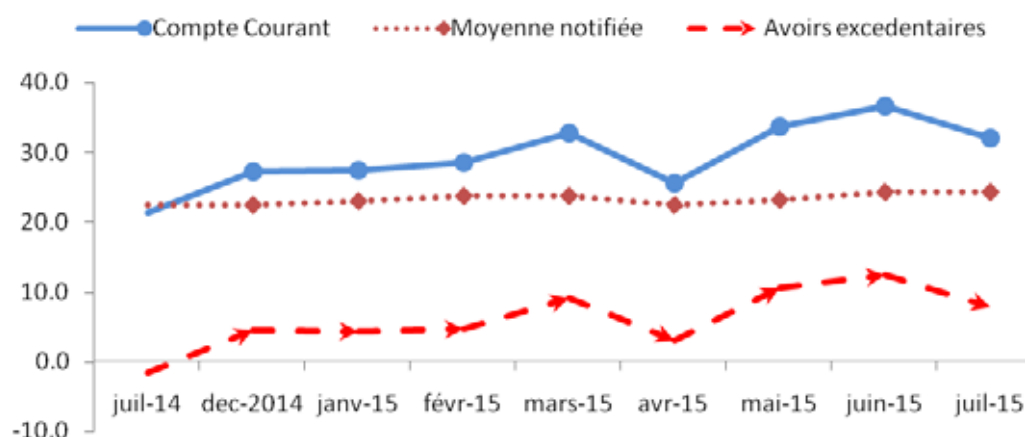
Quant aux taux moyens pondérés réels des Bons BCC à 7, 28 et 84 jours, ils sont négatifs pour les deux premières maturités, soit -0,39 point et positif de 0,21 point pour celui à 84 jours.

- Evolution des avoirs libres des banques

Au 31 juillet 2015, le compte courant des banques a connu une hausse de 48,69 milliards de CDF, se situant à 320,81 milliards de CDF contre 272,12 milliards au 31 décembre 2014.

La moyenne de la réserve obligatoire notifiée pour la période du 15 juillet au 14 août 2015 étant de 243,48 milliards de CDF, il se dégage des avoirs excédentaires des banques de 77,33 milliards de CDF contre un gap de 14,40 milliards à la période correspondante de l'année 2014.

Graphique 19: Compte courant des banques en 2015 (en milliards de CDF)



- Evolution des émissions monétaires

Au 31 juillet 2015, les émissions nettes cumulées se sont établies à 41,86 milliards de CDF contre 48,44 milliards à la période correspondante de 2014, tenant à des destructions de 88,67 milliards et des émissions de 130,53 milliards.

Le cumul des billets recyclés s'est établi à 850,30 milliards de CDF contre 648,61 une année avant, représentant 61,0 % en provinces contre 39,0 % au Siège.

Tableau 16 : Evolution des émissions monétaires en 2015(en millions de CDF)

Rubrique	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Cumul/An
Prévisions émissions	7 490,70	46 850,00	-	32 770,00	-	42 000,00	4 472,00	133 582,70
Emissions = (A)	2 481,30	43 182,50	6 868,15	29 111,02	4 007,00	38 348,00	6 534,50	130 532,47
Destructions = (B)	11 522,00	2 112,50	312,50	10 775,00	25 326,41	24 713,09	13 914,50	88 675,99
Emissions nettes (C) = (A) - (B)	- 9 040,70	41 070,00	6 555,65	18 336,02	- 21 319,41	13 634,91	- 7 380,00	41 856,48
Recyclage	141 454,06	94 010,32	117 945,67	113 635,24	108 346,92	121 588,87	153 324,36	850 305,45
dont au Siège	56 882,50	34 629,72	45 859,78	41 646,54	40 616,80	48 685,52	64 740,53	333 061,39
dont en provinces (*)	84 571,56	59 380,60	72 085,89	71 988,70	67 730,12	72 903,35	88 583,83	517 244,06

Source : Banque Centrale du Congo

2.4.3. Comportement des facteurs de la liquidité bancaire

A fin juillet 2015, l'interaction des facteurs autonomes et institutionnels de la liquidité bancaire s'est traduite par une ponction nette de la liquidité de 38,3 milliards de CDF contre une injection programmée de 77,9 milliards de CDF. Cette situation est expliquée principalement par l'action des facteurs autonomes.

Tableau 17 : Facteurs de liquidité bancaire en 2015 (flux en milliards de CDF)

Variation en milliards de CDF	Programmation	Réalisation flux	Ecart
	juil-15	31-juil-15	
1. Fact. autonomes (hors circulfiduc.)	88,1	-82,3	-170,4
a) AEN	80,0	13,2	-66,8
b) AIN	8,1	-95,6	-103,6
. Crédits intérieurs	8,1	-49,7	-57,8
* CNE	41,1	-87,7	-128,8
* Créances sur BCM (RME)	-33,0	32,4	65,4
* Créances sur secteur privé	0,0	5,7	5,7
. APN hors Bons BCC	0,0	-45,9	-45,9
2. Fact. Institutionnels	10,2	-44,0	-54,2
a) Encours Bons BCC	27,6	-75,4	-103,0
b) Réserve Obligatoire	29,1	16,0	-13,1
c) Encours refinancement	46,6	-15,3	-61,9
Fact. Instit. Fact. Auton. (a)	77,9	-38,3	-116,2

Source : BCC. (i)+ Injection ; - ponction

- **Evolution des facteurs autonomes**

A fin juillet 2015, les facteurs autonomes ont contribué à une ponction de la liquidité de 82,3 milliards de CDF contre une injection programmée de 88,1 milliards. Cette évolution est principalement liée aux avoirs intérieurs nets qui ont ponctionné 95,6 milliards sous l'action des crédits intérieurs, alors que les avoirs extérieurs nets ont injecté 13,2 milliards de CDF.

- **Evolution des facteurs institutionnels**

Les instruments de la politique monétaire ont injecté de la liquidité à hauteur de 44,0 milliards de CDF contre une ponction programmée de 10,2 milliards. Cette situation est consécutive à l'injection réalisée via les Bons BCC de 75,4 milliards, contrebalancée par les ponctions opérées par l'encours de refinancement de 15,3 milliards et la réserve obligatoire de 16,0 milliards de CDF.

2.4.4. Dynamisme de l'Activité bancaire

2.4.4.1. Dépôts de la clientèle

Tableau 20 : Evolution des dépôts de la clientèle des banques

TOTAL DEPOTS DE LA CLIENTELE	juin-14	juil-14	déc-14	mai-15	juin-15	juil-15	Var. juillet 2015/déc.2014	Var. Juillet/Juin 2015
I. Dépôts de la clientèle par Types	3 361,27	3 272,74	3 364,10	3 705,40	3 756,62	3 703,07	10,08	-1,43
(a) Comptes ordinaires	2 930,73	2 857,46	2 834,24	3 142,54	3 159,66	3 101,16	9,42	-1,85
Comptes courants	2 008,56	1 956,52	1 925,01	2 148,98	2 143,25	2 081,88	8,15	-2,86
Comptes de chèques	391,82	390,71	391,51	415,00	419,10	407,62	4,12	-2,74
Comptes sur livrets	423,85	423,57	438,02	476,97	478,72	483,00	10,27	0,89
Provisions crédocs	21,84	19,25	15,16	17,64	17,31	29,92	97,34	72,85
Autres	84,65	67,41	64,53	83,96	101,29	98,73	52,99	-2,52
(b) Dépôts à terme	396,05	381,27	491,65	504,80	528,44	530,01	7,80	0,30
(c) Dépôts à regime spécial	34,49	34,01	38,21	58,06	68,51	71,91	88,20	4,95
II. Dépôts de la clientèle par Monnaies	3 361,27	3 272,74	3 364,10	3 705,40	3 756,62	3 703,07	10,08	-1,43
MN	461,19	448,26	486,45	489,62	520,17	504,71	3,75	-2,97
ME	2 900,08	2 824,48	2 877,65	3 215,77	3 236,45	3 198,36	11,14	-1,18
III. Dépôts de la clientèle PAR PROVENANCE	3 361,27	3 272,74	3 364,10	3 705,40	3 756,62	3 703,07	10,08	-1,43
Administration publique	189,91	170,30	173,54	201,67	149,77	159,16	-	8,28
Administration publique locale	26,82	29,10	38,12	34,12	44,07	45,35	18,98	2,91
Entreprises publiques	246,82	245,38	273,18	292,39	297,60	267,64	-	2,03
Entreprises privées	1 404,46	1 427,31	1 391,16	1 559,80	1 631,38	1 738,41	24,96	6,56
Ménages	1 493,26	1 400,65	1 488,11	1 617,43	1 633,80	1 492,51	0,30	-8,65

Source : Banque Centrale du Congo

L'analyse des dépôts de la clientèle des banques dégage les enseignements ci-après :

- ✓ les dépôts bancaires ont augmenté de 10,1 % en juillet 2015 par rapport à décembre 2014;
- ✓ les dépôts à terme ont enregistré une hausse annuelle de 7,8 % et une hausse mensuelle de 0,30 %;
- ✓ selon les monnaies, les dépôts ont enregistré, d'un mois à l'autre, une hausse de 3,8 % pour la monnaie nationale et de 11,14 % en devises ;
- ✓ les entreprises privées et les ménages ont représenté 87,2 % des dépôts de la clientèle.

2.4.4.2. Crédits à l'économie

Tableau 21 : Evolution des crédits à décaissement à la clientèle (en millions de USD)

Rubriques	juin-14	juil-14	déc-14	mai-15	juin-15	juil-15	Var. Juillet 2015/Déc.2014	Var. Juillet/Juin 2015
Crédits bruts à la clientèle (1+2)	2 070,56	2 062,16	2 119,12	2 219,68	2 359,10	2 382,99	12,5	1,0
1. Crédits nets par terme	1 992,71	1 981,84	2 031,71	2 118,31	2 255,00	2 280,48	12,2	1,1
Crédits à long terme	78,81	73,42	86,20	134,03	213,08	209,60	143,2	-1,6
Crédits à moyen terme	502,88	457,93	546,32	567,28	603,25	594,92	8,9	-1,4
Crédits à court terme	476,53	452,56	517,72	506,94	470,70	482,05	-6,9	2,4
Découvert bancaire	868,87	929,53	800,85	808,75	851,15	871,31	8,8	2,4
Crédits nets en souffrance	65,63	68,41	80,61	101,31	116,82	122,60	52,1	4,9
2. Provisions pour crédits par monnaies	77,85	80,31	87,41	101,36	104,10	102,51	17,3	-1,5
Ventilation des crédits par monnaies	1 992,71	1 981,84	2 031,71	2 118,31	2 255,00	2 280,48	12,2	1,1
MN	122,61	133,82	227,22	194,40	210,79	232,46	2,3	10,3
ME	1 870,09	1 848,02	1 804,49	1 923,92	2 044,21	2 048,03	13,5	0,2
Crédits bruts à la clientèle par secteur	2 070,56	2 062,16	2 119,12	2 219,68	2 359,10	2 382,99	12,5	1,0
Administration publique	96,27	88,23	89,05	103,39	95,79	94,50	6,1	-1,3
Entreprises publiques	164,07	148,88	155,37	144,25	150,52	148,32	-4,5	-1,5
Entreprises privées	1 225,80	1 270,42	1 277,67	1 352,36	1 467,10	1 464,35	14,6	-0,2
Ménages	584,41	554,63	597,03	619,67	645,69	675,82	13,2	4,7

Source : Banque Centrale du Congo

Pour ce qui est du volet crédit, l'analyse de l'évolution à fin juillet courant révèle :

- ✓ un recul du financement de l'économie au mois de juillet attesté par un encours de crédit en régression de 12,5 % par rapport à décembre 2014;
- ✓ le crédit en monnaie nationale a légèrement progressé de 2,3 % tandis que celui en monnaie étrangère s'est accru de 13,5 % ;
- ✓ les entreprises privées ont contribué à 61,4 % dans le crédit brut de la clientèle.

2.4.5. Evaluation des objectifs de la politique monétaire

Tous les trois objectifs de la politique monétaire demeurent sous contrôle.

Tableau 22 : Etat des objectifs de la politique monétaire

Instruments	Niveau	Marges	
Taux directeur	2,00 %	1,36 point	
Taux MP (Bons BCC) à 7 jours	0,25	- 0,39 point	
Taux MP (Bons BCC) à 28 jours	0,25	- 0,39 point	
Taux MP (Bons BCC) à 84 jours	0,85	0,21 point	
Coefficient de réserve obligatoire	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Dépôts en ME : <ul style="list-style-type: none"> - 8 % pour les dépôts à vue - 7 % pour les dépôts à terme ➤ Dépôts en MN : <ul style="list-style-type: none"> - 2 % pour les dépôts à vue - 0 % pour les dépôts à terme 		
Objectifs de Politique Monétaire	Cible	Réalisation	Ecart
	juillet-2015	31 juillet-15	
Taux d'inflation en glissement annuel	3,5 %	0,642	-2,858
Base monétaire au sens strict (milliards CDF)	1.206,28	1.099,30	-106,98
M2 hors provisions et dépôts en devises (miads CDF)	1.328,06	1.220,18	-107,88